

Les Amap, un « *petit soir* » de chaque jour

ANNIE WEIDKNNET *

L'agriculture productiviste et le marché mondialisé ont montré leur incapacité à garantir une alimentation satisfaisante pour tous. Leur laisser la responsabilité de nourrir les populations est d'une rare et inquiétante imprudence. Il n'y a aucune raison d'accepter que certains n'aient pas assez de nourriture, de choisir entre manger et s'empoisonner, d'imposer à d'autres des conditions de travail indécentes.

La santé des hommes, des milieux naturels et de la société sont liées. Il est donc urgent de cesser de contribuer à la dégradation alimentaire, sanitaire, environnementale en réorganisant localement tout de suite et démocratiquement l'approvisionnement alimentaire. Il est urgent de garder ou retrouver les paysans nécessaires en rendant leur activité viable et attractif leur métier, donc en reconnaître l'utilité sociale, les compétences professionnelles et le droit à une vie digne. Et une agriculture non productiviste recèle un énorme potentiel d'emplois à la terre et dans les services de proximité induits.

Les Amap (Associations pour le Maintien de l'Agriculture paysanne) sont la construction par les intéressés eux-mêmes, pas à pas, au ras du quotidien, d'une solution sans doute tâtonnante, partielle, mais bien réelle à des problèmes qui nous concernent tous et partout.

Le concept est né au Japon dans les années 1960, dans le contexte des débuts du productivisme et de crises écologiques et alimentaires. Conscients que se nourrir sainement est un besoin fondamental, incontournable pour la santé et la vie même, des citoyens se sont adressés directement à des producteurs locaux. Ils se sont engagés réciproquement pour que les uns aient une nourriture saine, les autres une vie digne. Le concept existe aujourd'hui sur tous les continents. Deux paysans du Var, Denise et Daniel Vuillon l'ont découvert en 2000 aux États-Unis sous le nom de CSA (Community Supported Agriculture) et mis en œuvre sur leur ferme en avril 2001 puis « essaimé » autour d'eux.

Le concept est simple : un engagement réciproque formalisé par un contrat lie les deux partenaires autour d'un projet articulant préoccupations écologiques, économiques et sociales.

Le paysan produit ce dont les mangeurs ont besoin pour se nourrir. Les mangeurs se partagent la production telle qu'elle est et sont solidaires avec le paysan face aux aléas de la production. Le paysan a une garantie d'écoulement de sa production à un prix contractuel, défini en fonction des coûts de production et du revenu. Il peut ainsi se consacrer à son travail productif. La production exclut l'utilisation de produits chimiques de synthèse. Les produits frais et de saison sont livrés sans calibrage ni normalisation, avec un minimum d'emballages. Rien n'est gaspillé ni jeté. La proximité limite les transports. Les droits sociaux des travailleurs doivent être respectés, des conditions de travail décentes, le retissage du lien social, l'interconnaissance et la solidarité entre urbains et ruraux, entre mangeurs, entre paysans recherchés.

**Une alternative économique, écologique et sociale au système dominant afin
de sortir de l'opposition destructrice entre producteurs et consommateurs,
de redevenir paysans et mangeurs, réunis autour d'un projet commun**

Les Amap s'efforcent de construire un rapport économique de partenariat solidaire permettant de retrouver autour de la nourriture des relations d'échange honnêtes, des valeurs de justice, de solidarité et de partage, de prendre soin de l'autre et de ses besoins, et de reconnaître le paysan comme un professionnel compétent ayant droit à une vie digne, le mangeur à une alimentation saine à suffisance. La garantie d'un prix équitable permet à des paysans de se projeter dans l'avenir, d'embaucher, de s'installer, à certains d'envisager un passage en agriculture écologique sans les risques économiques liés à une modification des pratiques. Les pratiques écologiques et diversifiées, la limitation des gaspillages, transports, emballages préservent l'écosystème et la santé. Les mangeurs mangent mieux... et de façon abordable, compte tenu aussi des modifications alimentaires induites et bénéfiques pour la santé. Et chaque bouchée produite et mangée dans

nos contrées est autant de nourriture que nous n'importons pas, que d'autres pourront manger eux-mêmes. Il s'agit bien de la création d'une alternative économique, écologique et sociale au système dominant afin de sortir de l'opposition destructrice entre producteurs et consommateurs, de redevenir paysans et mangeurs, réunis autour d'un projet commun sur un même territoire: la satisfaction d'un besoin commun à tous les êtres vivants : se nourrir et de le faire dans des conditions qui respectent la terre et les êtres vivants, nous et les paysans compris.

Une Amap n'est donc pas un système de « paniers », même locaux et de qualité, ni un « service » aux consommateurs, lesquels consistent à créer une structure de distribution commerciale locale ou à renvoyer aux paysans la responsabilité de leur situation : soyez aussi commerçants... sans remettre en question la définition des prix agricoles à la production, tabou de toutes les politiques agricoles depuis 50 ans, ni le pilotage de l'agriculture par l'aval (l'industrie agro-alimentaire et la distribution), ni le système productiviste pollueur, ni la réduction de l'individu à l'acte de consommer ou à la fonction de produire, sans interroger ni la finalité ni le comment. Des soins palliatifs en quelque sorte, accompagnant la faillite du système.

Mais ce n'est pas facile. Les Amap ne peuvent seules inverser un demi-siècle de politiques agricoles. Trouver des paysans nourriciers à proximité est parfois difficile, ils sont si peu nombreux désormais, en aider à s'installer aussi, le foncier est rare et cher, les candidats paysans sans expérience et/ou formation toujours suffisantes, le métier est dur, etc.

Difficile aussi de s'imposer les contraintes de la réalité: manger ce qui pousse, quand ça pousse, si ça pousse, ne plus gaspiller, cuisiner, conserver. Payer le prix, donner, partager. Pour le paysan, changer de mode de production, cultiver la diversité, nourrir. Ne plus parler argent de la saison, faire confiance, être solidaires... Pourtant faire ce chemin vers plus de simplicité et des relations plus enrichissantes, s'affranchir des choix artificiels est un soulagement.

Le concept s'avère un dispositif efficace de modification des comportements, tous nos choix de vie, nos priorités peuvent être remis en question de proche en proche.

Tout n'est pas possible. Pour certaines personnes, la précarité économique excède les possibilités du concept qui peine déjà à sortir les paysans de leur propre et souvent profonde précarité et ne peut remplacer la justice sociale et la solidarité nationale. Des difficultés d'ordre divers, une mauvaise connaissance du concept, des modifications de composition du groupe peuvent mettre une Amap en danger. Des Amap sont créées, d'autres parfois échouent, ou arrivent trop tard pour un paysan déjà trop fragile, sont trop problématiques. Tout tient à la volonté réciproque, au désir de continuer ensemble, à la conscience des enjeux, aux contraintes d'une situation agricole difficile parfois... Expérience modeste certes, singulière, fragile et difficile, mais qui mérite le respect et ne peut que pâler des pressions normalisatrices et centralisatrices qui se font jour parfois.

Mais l'existence d'Amap solides qui ont maintenant 10 ans (et dont les paysans bien souvent auraient disparu depuis) donne l'espoir qu'une autre façon de vivre est non seulement souhaitable, urgente, mais possible, et qu'elle a un impact sur des problèmes que nous partageons avec tous les autres habitants de la planète...

Mangeurs et paysans retrouvent ensemble une autonomie, une puissance d'agir dans le monde, prouvent qu'une agriculture non productiviste peut-être viable, correspond à une demande sociale et invitent à un changement radical de politique agricole, à une transition vers une société plus autonome, plus consciente de ses limites, qui interroge et hiérarchise ses besoins et fondée sur des valeurs humaines. Un « petit soir » convivial en quelque sorte.

Et rien ne nous empêche d'inventer des dispositifs analogues, basés sur la prise de responsabilité des acteurs producteurs/créateurs et bénéficiaires/usagers dans d'autres domaines: produits d'hygiène, vêtements, chaussures, culture, santé, transports, etc...

Article paru dans le N° 25 du journal Bimestriel « Sarkophage » en juillet 2011

**Militante réseau Amap de Midi-Pyrénées.*